

Montréal, le 4 novembre 2021

Monsieur François Bonnardel
Ministre des Transports du Québec
Édifice de la Haute-Ville
700, boulevard René-Lévesque Est
29e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
ministre@transports.gouv.qc.ca

c. c. Madame Chantal Rouleau, ministre déléguée aux Transports
Monsieur Éric Girard, ministre des Finances
Madame Sonia Lebel, présidente du Conseil du Trésor

Objet: Demande d'aide financière pour éviter des coupures de services dans les transports collectifs

Monsieur le ministre,

Nous apprenions récemment dans les médias des scénarios de coupures majeures dans les services de transport collectif dans la région métropolitaine et ailleurs au Québec, dès 2022, si aucune aide financière d'urgence additionnelle n'est accordée par les paliers gouvernementaux supérieurs. Ces coupures s'ajouteraient aux coupures déjà effectuées par certains transporteurs et auraient pour conséquence inévitable une diminution des usagers et usagères au profit de l'auto solo, une hausse de la congestion dont les niveaux actuels s'approchent de ceux de 2019, une hausse des temps de déplacement, une hausse des dépenses des ménages et des entreprises pour la mobilité.

Vous n'êtes pas sans savoir l'ampleur des défis du financement des transports, alors que vous avez vous-même lancé en 2019 le Chantier sur le financement de la mobilité. La chute drastique de l'achalandage à cause de la pandémie n'a fait qu'exacerber le problème relatif au modèle de financement désuet. Heureusement, en 2020-2021, l'aide d'urgence offerte par les gouvernements supérieurs a permis de préserver un niveau de service élevé qui s'est avéré essentiel. Toutefois, cette aide viendra à échéance l'an prochain et, à ce jour, rien n'a encore été annoncé pour combler le manque à gagner.

Il est primordial d'éviter les coupures de services et de permettre à nouveau la croissance de l'offre afin d'atteindre les objectifs prévus dans la Politique de mobilité durable du Québec. Pour y parvenir, les transporteurs doivent pouvoir compter sur le maintien pluriannuel de l'aide d'urgence accordée par Québec et Ottawa, et ce, minimalement jusqu'au retour de l'achalandage qui prévalait avant la pandémie.

Votre engagement pris le 28 octobre dernier de tout mettre en œuvre pour maintenir le niveau de services nous a franchement rassurés. Ainsi, nos organisations sont confiantes que la mise à jour budgétaire du 25 novembre prochain comprendra un financement d'urgence pour le transport collectif permettant de pallier les pertes de revenus tarifaires, le temps de retrouver les niveaux d'achalandage qui prévalaient avant la pandémie.

À moyen terme, il faudra aussi proposer de nouvelles sources de financement du transport collectif puisque la marge de manœuvre des municipalités est limitée. Nous sommes impatients de voir les suites que le gouvernement du Québec donnera aux consultations qu'il a menées en 2019 dans le cadre du chantier sur le financement de la mobilité afin d'accélérer la mise en œuvre de sa Politique de mobilité durable.

Vous sachant un allié de la mobilité durable, veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Les membres de TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs.

Signatures

Sabaa Khan
Directrice générale, Québec et l'Atlantique
Fondation David Suzuki

Sarah V. Doyon
Directrice générale
Trajectoire Québec

Emmanuel Rondia
Directeur général
Conseil régional de l'environnement de Montréal

Etienne Grandmont
Directeur général
Accès transports viables

Christian Savard
Directeur général
Vivre en Ville

Martin Vaillancourt
Directeur général
Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec

Florence Junca-Adenot
Professeure
UQAM

Colleen Thorpe
Directrice générale
Équiterre